



Nouvelles d'Espagne

Economie et finances

N° ECOFIN-18 – du 19 novembre au 19 décembre 2019

- Le document final de la COP25 « Chili-Madrid, l'heure d'agir », n'a pas permis d'atteindre des objectifs ambitieux et contraignants.
- L'Espagne demande à pouvoir mettre en œuvre des mesures compensatoires face aux droits de douane imposés par les Etats-Unis.
- La Banque d'Espagne maintient ses prévisions de croissance pour 2019 et revoit à la hausse celles pour l'emploi et le déficit public.

Indicateurs macro		
Croissance PIB (t/t)	+0,4 %	T3 2019
Croissance PIB (g.a)	+2,0 %	
Indice de Production Industrielle (g.a)	1,1 %	10/19
Dette publique (% du PIB)	97,8 %	T3 2019
Déficit public (% du PIB)	-2,1 %	T2 2019
Exportations (g.a cvs)	+3,1 %	09/19
Importations (g.a cvs)	+5,7 %	09/19
Capacité/besoin financement (% PIB)	+2,2 %	T2 2019
Inflation (IPCH, g.a.)	+0,5 %	11/19
Inflation sous-jacente (g.a)	+1,0 %	11/19
Emploi		
Taux de chômage (données cvs)	13,9 %	T3 2019
Création d'emplois trimestrielle (cvs)	+69 400	T3 2019

Marchés financiers			
	19/12/2019	18/11/2019	
IBEX 35	9 617	9 258	
Obligation à 10 ans (%)	0,44	0,41	
Prime de risque (pp)	0,69	0,75	
Prévisions macroéconomiques			
	Croissance PIB (g.a.) 2019	2020	Déficit public 2019
Gouvernement (10/19)	2,1 %	1,8 %	-2,0 %
Banque d'Espagne (09/19)	2,0 %	1,7 %	-2,4 %
Commission (11/19)	1,9%	1,5 %	-2,3 %*
OCDE (05/19)	2,2 %	1,9 %	-2,0 %
FMI (10/19)	2,2 %	1,9 %	-2,2 %
BBVA (10/19)	1,9 %	1,6 %	-2,3 %

Sources : INE, Banque d'Espagne, Ministère des Finances, douanes espagnoles, Expansión, DG Trésor

* Correspond aux prévisions économiques d'automne (novembre 2019)

Actualité Economique

Les négociations pour l'investissement continuent. Pedro Sanchez a été officiellement chargé par le Roi, le 11 décembre, de former un gouvernement. Le leader du PSOE poursuit ses négociations afin d'obtenir les soutiens nécessaires. Le parti indépendantiste Esquerra Republicana de Catalunya (ERC), dont l'abstention est nécessaire pour l'investissement, demande un processus de discussion formel sur le sujet de la Catalogne, dont les modalités font débat.

Le document final de la COP25 « Chili-Madrid, l'heure d'agir » n'a pas permis d'atteindre des objectifs ambitieux et contraignants. Si tous les pays participants ont souligné que le défi logistique que constituait l'organisation dans l'urgence de la conférence par l'Espagne a été relevé avec succès, les négociations ont débouché sur un résultat « doux-amer », selon les termes de la ministre espagnole de la Transition énergétique Teresa Ribera. Néanmoins, cette COP25 a permis aux 196 pays

réunis de trouver un consensus sur différents aspects importants des règles d'application de l'accord de Paris, dont notamment les pertes et préjudices liés aux impacts croissants du changement climatique sur les pays les plus vulnérables, ainsi que l'importance du multilatéralisme et du rôle de la science pour avoir une action plus rapide et plus forte afin de réduire les risques climatiques.

MACROECONOMIE

La Banque d'Espagne maintient les prévisions de croissance économique et revoit à la hausse celles concernant la création d'emplois et le déficit public pour 2019. Pour cette année, l'institution table sur une croissance du PIB espagnol à 2% (avec pour le T4 2019, un taux similaire à celui du T3 : +0,4%) et pour 2020 et 2021 à 1,7% et 1,6% respectivement. En ce qui concerne les prévisions de création d'emplois, celles-ci s'améliorent de deux dixièmes, atteignant 2% pour 2019 (en termes d'emplois équivalents temps plein). Pour 2020, la prévision de



création d'emplois de 1,3% est maintenue et pour 2021, la projection est ramenée à 1,4%. À la fin de 2019, le taux de chômage devrait atteindre 14,3 % de la population active. Quant au déficit public, les prévisions sont revues à la hausse de 0,1 p.p. (2,5% du PIB), soit le même niveau qu'en 2018. En l'absence de nouvelles mesures, la trajectoire prévue du déficit public pour les années à venir est de 2,1% ; 1,8% et 1,4% pour chacune des trois prochaines années.

L'Espagne demande des mesures compensatoires à l'UE pour faire face aux droits de douane imposés par les Etats-Unis dans le cadre du contentieux Airbus. La ministre de l'Industrie, Commerce et Tourisme, Reyes Maroto, a annoncé que l'Espagne demanderait des mesures compensatoires à la Commission européenne (CE), notamment pour les secteurs les plus affectés, comme l'agroalimentaire. La CE a annoncé qu'une réponse similaire sera mise en place par l'UE lorsque l'OMC donnera sa décision concernant les subventions américaines au compétiteur d'Airbus, Boeing.

Le secteur du commerce compte pour 13 % du PIB et concentre 17 % de l'emploi total. Selon les chiffres publiés dans le [rapport sur le secteur du commerce en Espagne](#), rédigé par la Confédération Espagnole d'Organisations Entrepreneuriales (CEOE, équivalent du Medef), le secteur du commerce espagnol compte plus de 760 000 entreprises réalisant 11 Md € d'investissements (2017) et rassemblant plus de 3 millions d'emplois (2018). Le commerce serait l'un des secteurs qui créent les emplois les plus stables, avec 77,5 % des salariés ayant un contrat à durée indéterminée (contre 73,2 % en moyenne). L'étude indique que le poids du commerce en Espagne (13 % de la VAB) est supérieur à la moyenne de l'UE (11,2 %). Le rôle des PME reste très important : les entreprises de moins de 10 employés représentent 45 % du total, contre 34,1 % pour l'UE.

FINANCES PUBLIQUES

Le gouvernement régional d'Andalousie n'aurait pas atteint l'objectif de stabilité budgétaire et de contrôle de la dette publique pour l'année 2018. Le Ministère des Finances a annoncé que le gouvernement régional ne pourra pas obtenir des financements directement sur les marchés en 2020. Afin de remédier à cette situation, le gouvernement andalou devra présenter un plan d'ajustement incluant des mesures pour garantir le respect des objectifs de stabilité et de dette publique et le respect du plan économique et financier. L'Autorité Indépendante de Responsabilité Fiscale (Airef) avait déjà fait une recommandation au gouvernement régional concernant le report de la mise en place de nouvelles mesures de baisse d'impôts.

MARCHE DU TRAVAIL

Le taux d'emploi en Espagne est 5,8 p.p en dessous de l'objectif fixé par la stratégie « Europe 2020 » au T3 2019. Dans le cadre du [rapport de suivi de la Stratégie Europe 2020](#), le Ministère du Travail a indiqué que le taux

d'emploi pour la population entre 20 et 64 ans en Espagne a été de 68,2 % au T3 2019, encore en dessous de l'objectif de 74 %. Depuis 2013, une croissance progressive a été observée pour ce taux. Sa croissance au T3 a été plus modérée avec une croissance de +1,6 %, soit une création de 310 000 emplois.

Moins de 5 % des travailleurs retardent leur départ à la retraite au-delà de 65 ans. Les derniers chiffres publiés par la Sécurité Sociale indiquent que sur les 246 057 nouveaux retraités enregistrés entre janvier et septembre 2018, à peine 11 350 correspondaient à des retraites retardées, soit 4,6 % du total. Ces résultats montrent que les efforts du gouvernement pour prolonger la vie active des travailleurs (réforme du travail de 2012 éliminant la retraite d'office, hausse de 4 % de la base sur laquelle les pensions sont calculées pour les travailleurs continuant leur activité après l'âge légal de départ à la retraite, parmi d'autres) n'ont pas eu d'effets notables. Deux profils continueraient à travailler au-delà des 65 ans : ceux qui visent à augmenter leur pension avec cette hausse de +4 % de la base de calcul et ceux pour qui la retraite suppose une perte importante de pouvoir d'achat.

Actualité Financière

SECTEUR BANCAIRE

Les prêts non-performants accordés par les banques, les caisses d'épargne et les coopératives aux particuliers et aux entreprises ont diminué de dix points de base en septembre pour s'établir à 5,14 %, contre 5,24 % en août. Le ratio des créances douteuses est inférieur de 1,03 point de pourcentage à celui de septembre 2018, où il avait atteint 6,17%, selon les données de la Banque d'Espagne. Ainsi, les créances douteuses s'établissent désormais à 8,16 points en dessous du maximum historique de décembre 2013, qui était de 13,6%. En septembre 2019, les établissements financiers ont réduit leurs provisions à 37,7 milliards d'euros. Un an plus tôt celles-ci s'élevaient à 46,8 milliards d'euros, soit une baisse de 19,43% en glissement annuel.

Les banques espagnoles ont restitué 2,25 milliards d'euros à près de 500 000 personnes affectées par les clauses « plancher » à travers le mécanisme extrajudiciaire créé le 20 janvier 2017 par décret royal, selon les données fournies par le comité en charge du suivi au T3 2019. Dans la grande majorité des cas (93%), la banque se met d'accord avec le client lésé financièrement par le mécanisme en remboursant ce dernier soit directement en espèces, soit par des mesures compensatoires.

MARCHES FINANCIERS

L'opérateur de la bourse de Zurich, SIX Group a annoncé son intention de lancer une offre publique sur l'ensemble du capital de bourse de Madrid BME (*Bolsas y Mercados Españoles*) pour devenir la 3^{ème}



infrastructure européenne dans le domaine des marchés financiers. Le prix unitaire proposé par action est de 34 euros, soit une prime de 47,6% par rapport au cours de bourse moyen de BME au cours des six derniers mois. L'opérateur boursier paneuropéen Euronext a aussi manifesté son intérêt en confirmant publiquement « être en discussions avec le conseil d'administration de BME ». BME s'est engagé à dédommager SIX à hauteur de 0,5% du montant de son offre, soit environ 14 millions d'euros, si celle-ci échoue en raison de l'approbation d'une offre concurrente.

SECTEUR IMMOBILIER

L'entreprise d'assurance Mapfre a acheté deux immeubles à Paris et à Milan pour 80 M €. Les bâtiments, à usage de bureaux, ont été acquis dans le cadre des accords de co-investissement immobilier de l'entreprise espagnole avec les sociétés d'investissement GLL et Swiss Life. Le bâtiment Vincennes, au 20 Allée Georges Pompidou à Paris, a une superficie de 8 945 m². En 2018, Mapfre a signé des accords d'investissement de 300 M € et de 375 M € avec GLL et Swiss Life respectivement, afin de réaliser des

achats immobiliers principalement dans la capitale française, parmi d'autres villes de la zone euro.

Hausse du prix du logement de +4,7 % g.a au T3 2019. Selon les données de l'INE, cette hausse est inférieure de 0,6 p.p à celle du T2, étant ainsi l'évolution la plus modérée depuis le T4 2016. En effet, après des augmentations importantes pendant l'année 2018 et une hausse de +6,8 % g.a au T1 2019, la hausse des prix du logement est de moins en moins prononcée.

Airbnb aurait un effet de renchérissement des prix des logements jusqu'à 19 % (et de 7 % des loyers) à Barcelone. Une [étude de l'Institut d'Economie de Barcelone](#) indique que l'arrivée de Airbnb à Barcelone a eu un impact direct sur le marché résidentiel, avec des hausses de 19 % pour les prix de vente et de 7 % pour la location entre 2012 et 2016, dans les quartiers où la plateforme est le plus présente. Les augmentations sont plus marquées dans les zones les plus touristiques de la ville. Dans les villes où le tourisme est une des principales activités économiques et où la différence entre la rentabilité des locations de courte et longue durée est importante, l'effet sur l'accession au logement serait sensible.

Responsable de la publication : Shanti Bobin

Ambassade de France en Espagne
Service Économique Régional
C/ Marqués de la Ensenada, 10
28004 Madrid

Rédigé par :

Jean-Baptiste Berling, Alvaro Carranza

Abonnement/désabonnement : espagne@dgtrésor.gouv.fr

Internet : www.tresor.economie.gouv.fr/pays/espagne

Suivez-nous sur Twitter : @FR_Eco_Iberica 



Copyright :

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Madrid

Clause de non-responsabilité :

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.